

taux d'escompte, je crois qu'il doit faire ce que Donald Fleming a fait dans le cas de Coyne: prendre des dispositions pour qu'il parte. Tout ce que le Sénat a fait, c'est lui offrir une porte de sortie honorable. Il allait partir par la porte de service, mais le Sénat l'a aidé un peu. C'est tout ce que je sais de cette affaire. Soit dit en passant, je n'étais pas sénateur à l'époque. En ce qui me concerne, le gouverneur de la Banque du Canada peut tirer sa révérence en beauté ou autrement.

Le sénateur Doody: Vous nous aviez dit que vous aviez terminé.

Le sénateur Olson: J'ai dit cela? Je n'en suis pas sûr. Si c'est tout ce à quoi vous pensez, je ferais peut-être bien de continuer un peu car vous ne semblez pas encore convaincu.

Le sénateur Doody: Je le suis.

Le sénateur Olson: Je vais me taire si le sénateur Doody est convaincu et s'il accepte d'aider le sénateur Barootes à présenter ces recommandations au gouvernement. Si vous avez compris, c'est tout ce que j'avais à dire. Je remercie les honorables sénateurs de m'avoir écouté.

● (1600)

(Sur la motion du sénateur Hays, le débat est ajourné.)

[Français]

L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE CANADA-EUROPE

LA VISITE EN HONGRIE, EN TCHÉCOSLOVAQUIE ET EN
POLOGNE, DU 17 AU 27 SEPTEMBRE 1989—SUITE DU DÉBAT

L'ordre du jour appelle:

Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Marsden, attirant l'attention du Sénat sur la visite parlementaire effectuée par l'Association parlementaire Canada-Europe en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, du 17 au 27 septembre 1989.

L'honorable Jean-Marie Poitras: Honorables sénateurs, je suis très heureux de pouvoir vous présenter quelques commentaires sur ce voyage du 17 au 27 septembre dernier en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Vous avez déjà reçu du sénateur Marsden un rapport très élaboré et très complet sur cette visite de l'Association des parlementaires Canada-Europe par quelques délégués dont elle-même, le sénateur Lefebvre et moi-même.

Cette délégation, vous vous en souviendrez, était dirigée par M. Terry Clifford, député et président de l'Association.

Je désire en premier lieu, vous informer de la qualité de la réception dont nous avons été l'objet auprès de nos différentes ambassades de ces pays, soit par leurs excellences M. Michael Schenstone de Varsovie, de Son Excellence M. Derek Fraser à Budapest et par M. Barry McWhinney à Prague, et enfin, en l'absence de l'ambassadeur, par l'équipe de l'ambassade de Pologne à Varsovie. L'accueil que nous avons reçu a été des plus chaleureux car chacun des délégués a pu être salué et recevoir toutes les informations nécessaires à nos rencontres dans les deux langues officielles du pays. De plus, on avait pris grand soin de nous instruire adéquatement des diverses situations que nous allions rencontrer tant sur le plan économique que politique.

[Le sénateur Olson.]

Je voudrais leur rendre hommage et dire au ministère des affaires extérieures que la qualité de nos représentants dans ces pays a été pour nous une occasion de grande fierté.

Comme prémices à mes considérations, je voudrais vous rappeler, honorables sénateurs, que ces pays comme bien d'autres de cette région, sont sous l'influence directe de la Russie depuis la dernière guerre et au-delà deux générations ont vécu sous un régime communiste où la liberté et les droits de l'homme ont été bafoués.

Une perte de liberté implique une économie complètement dirigée par l'état où l'entreprise privée, l'initiative et la créativité sont absolument absentes. Nous des pays de l'Ouest avons souvent déploré cet état de choses pour eux. Et, aujourd'hui de leur propre initiative ces peuples se lèvent, revendiquent et obtiennent souvent au prix de leur sang un début de liberté qu'ils ne voudraient plus perdre.

Honorables sénateurs, nous avons visité ces pays à ce moment, en ces temps où on nous tendait la main debout, avec une grande fierté, et sans quémander. Nous avons eu l'occasion de leur dire et surtout de leur montrer comment avec notre support actif ils peuvent apprivoiser cette liberté. Bien sûr, ils ont des économies dévastées, ils ne savent pas exactement par où commencer. Bien sûr, ils ont des besoins financiers, il y a des structures à réorganiser, l'inflation à contrer, des liens commerciaux à créer, des marchés à reconquérir.

Enfin, il y a à moderniser des administrations désuètes qui datent de 40 ans et ce dans tous les secteurs, sur tous les plans.

Permettez-moi d'élaborer comment notre pays, l'entreprise privée et nos diverses associations commerciales et professionnelles peuvent intervenir et aider à palier aux besoins de ces pays. Je crois que l'aide politique est primordiale et que l'apport économique est aussi absolument nécessaire. La concertation de ces deux poles permettent et au mieux des actions positives. Notre pays a toujours indiqué clairement et de diverses façons l'aide et l'appui qu'il se propose à l'égard des pays libérés de l'Est. Le pouvoir politique est aussi très conscient du support indirect qu'il peut apporter, soit sur le plan de garantie morale, et sur le plan législatif par le biais d'ententes bilatérales afin de permettre de nouvelles initiatives d'exportation et d'importation.

Personnellement, j'ai pris grand intérêt et essayé de faciliter des visites d'entreprises canadiennes susceptibles de lier commerce avec les pays visités, de promouvoir avec le support de différents gouvernements fédéral et provinciaux, des «joint ventures».

Lors de nos visites en Hongrie avec le président de la délégation, nous avons visité un nouveau centre international de «management». Nous nous efforcerons de susciter des échanges avec ce centre de formation entre autres avec l'appui de nos grandes entreprises et avec le support de nos universités. Suite à des rencontres avec des délégués commerciaux de certains de ces pays, je désire vous informer que, entre autres, la Pologne tiendra un séminaire pour le monde des affaires au début de février, à Montréal, Toronto et à Calgary, je crois.

Heureusement, notre pays et beaucoup d'autres sont prêts à soutenir financièrement la reconstruction de ces pays sur le plan économique mais, il faut faire davantage, et, il appartient à tous et chacun de nous de leur enseigner comment se vit une liberté, comment par l'entreprise privée imbue de principes